

**COMITÉ CONSULTATIF
DE LA LÉGISLATION ET
DE LA RÉGLEMENTATION
FINANCIÈRES**

SECRETARIAT GÉNÉRAL

ORDRE DU JOUR

**SÉANCE 175
10 juin 2015**

1. Points d'ordre général

Néant

2. Textes présentés pour avis

2.1. Projets de règlement ou de directive communautaires et projets de loi

Néant

2.2. Autres projets de texte

2.2.1) *Supprimé*

2.2.2) Projet d'ordonnance relative à la sécurisation des rentes versées dans le cadre des régimes de retraite visés à l'article L. 137-11 du code de la sécurité sociale

2.2.3) *Supprimé*

2.2.4) *Supprimé*

2.2.5) Projet de décret relatif aux modalités de collecte et de transmission des informations par les institutions financières en application de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») et de l'article 1649 AC du code général des impôts

2.2.6) *Supprimé*

2.2.7) Projet de décret relatif à la garantie financière et à la responsabilité civile professionnelle des agents de voyages et autres opérateurs de la vente de voyages et de séjours

2.2.8) Projet de décret relatif aux garanties financières pour les installations classées pour la protection de l'environnement

2.2.9) Projet d'arrêté modifiant le règlement du comité de la réglementation bancaire n° 92-14 du 23 décembre 1992 relatif au capital initial des établissements de crédit

2.2.10) *Supprimé*

2.2.11) Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 22 novembre 1977 relatif aux conditions dans lesquelles des banques ou établissements peuvent être habilités à consentir des prêts conventionnés

ORDRE DU JOUR COMPLÉMENTAIRE

SÉANCE 175 10 juin 2015

A – Projet d'arrêté relatif à l'attestation de garanties financières à première demande requises par l'article L. 512-21 du code de l'environnement

B – Projet de décret relatif à l'obligation d'assurance de la responsabilité civile professionnelle des agents commerciaux immobiliers

C – Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 1er septembre 1972 modifié fixant les conditions minimales du contrat d'assurance et la forme du document justificatif prévus par le décret n° 72-678 du 20 juillet 1972 fixant les conditions d'application de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce